



**HAL**  
open science

## Les ateliers de transformation collectifs en France

Franck Thomas, Fabien Valorge

► **To cite this version:**

Franck Thomas, Fabien Valorge. Les ateliers de transformation collectifs en France. *Innovations Agronomiques*, 2016, 49, pp.365-376. 10.15454/1.4622869489533147e12 . hal-04501098

**HAL Id: hal-04501098**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04501098>**

Submitted on 12 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## Les ateliers de transformation collectifs en France

Thomas F. <sup>1</sup>

Avec la collaboration de Fabien Valorge<sup>2</sup>

<sup>1</sup> FNCUMA, 43 rue Sedaine, 75011 Paris

<sup>2</sup> FRCUMA Ouest, 73 rue de Saint Brieuc, 35000 Rennes

Correspondance : [franck.thomas@cuma.fr](mailto:franck.thomas@cuma.fr)

### Résumé

Un atelier de transformation collectif (ATC) est une structure gérée par un collectif d'agriculteurs qui mutualisent leurs moyens pour disposer des équipements nécessaires à la transformation de leurs produits afin d'en assurer la commercialisation via des circuits alimentaires de proximité. On dénombre plus de 130 ateliers de ce type aujourd'hui en France. Les ATC sont des organisations locales complexes, demandant du temps et une forte mobilisation des agriculteurs pour aboutir : l'une des difficultés tient au caractère à la fois individuel et collectif de ces projets économiques. C'est pourquoi, la maîtrise de la conduite de projet dans les phases d'émergence et de lancement est essentielle. Au final, les ATC contribuent à la construction de systèmes alimentaires territoriaux plus durables.

**Mots clefs** : circuits courts, collectif, transformation, vente directe, coopération

### Abstract: The collective processing workshops in France

A collective processing workshop (ATC) is a structure managed by a group of farmers who share their resources to develop equipment necessary for the processing of their products in order to ensure the marketing via food proximity circuits. There are more than 130 of such workshops today in France. The ATC are complex local organizations, asking time and a strong commitment of farmers to succeed: one of the difficulties is the dimension of these economic projects, that are both individual and collective. Therefore, the control of project management in the emergence and launch phases is essential. At the end, the ATC contribute to the construction of more sustainable territorial food systems.

**Keywords**: short circuits, collective, transformation, direct sales, cooperation

### Introduction

Pendant un peu plus de trois ans, de novembre 2010 à mars 2014, de nombreuses études, rencontres et réflexions ont été consacrées aux ateliers de transformation collectifs (ATC) au sein du projet Atomic (ateliers de transformation modulaires innovants et collectifs)

Ce projet était porté par la FNCuma, aux côtés de six partenaires : l'Institut de l'Élevage, Trame, l'Isara de Lyon, l'UMR Dynamiques Rurales (Enfa de Toulouse), l'atelier agroalimentaire de Florac (EPL de Lozère) et l'EPL de Rodez - La Roque. Lauréat de l'appel à projets d'innovation et de partenariat 2010 du ministère de l'agriculture, il a bénéficié d'un cofinancement du Casdar.

Tout au long de ces trois années, neuf projets d'ATC ont été suivis et accompagnés dans une démarche de recherche-action par des animateurs ancrés localement : le projet de la cuma de Vieu d'Izenave, dans l'Ain (accompagné par Nicolas Boinon, animateur de la FD Cuma 01), la cuma de Montesquieu-Volvestre, en Haute Garonne (par Nicolas Buyse puis Jean-Luc Favreau de la FDCIVAM 31), la cuma des saveurs paysannes, dans le Morbihan (Julie Kerleau, de la FD Cuma 56), la cuma

grain de saveurs, en Saône et Loire (Guillaume Dupuits de l'EPL de Fontaines), le projet du marché paysan de Coustellet dans le Vaucluse (Mylène Maurel, du PNR du Lubéron), la SARL « au pré de ma viande » dans le Rhône (Marie-Pierre Couallier de la chambre d'agriculture 69), le projet des Hauts Cantons de l'Hérault (Jean-Michel Thevier, de l'OIER Suamme), le projet de transformation de lait bio dans l'Indre (Céline Sanz, du GDAB 36) et enfin le projet de légumerie initié par la communauté du Pays Voironnais (Karine Berthaud) et la communauté d'agglomération « Grenoble - Alpes métropole ».

Plusieurs journées d'échanges réunissant ateliers de transformation collectifs (ATC) en activité, ateliers en projets, agents de développement, techniciens et chercheurs ont également été organisées par les partenaires du projet Atomic, et notamment les Rencontres nationales des ateliers de transformation collectifs et de l'agroalimentaire paysan qui ont réuni près de 300 personnes les 9 et 10 octobre 2013 à Montesquieu Volvestre (Haute Garonne).

Cinq études ont aussi été conduites par des stagiaires ingénieurs pour acquérir davantage de références technico-économiques, mieux comprendre les motivations des agriculteurs qui s'inscrivent dans ces démarches ainsi que les impacts des ATC sur les exploitations et les territoires. Dix conférences téléphoniques (Radio Transfo) et de nombreux groupes de travail plus techniques ont aussi été dédiés aux ATC.

Pour valoriser l'ensemble de ces travaux, un livre aux éditions Educagri a été produit : « Ateliers de transformation collectifs - Transformer collectivement ses produits agricoles dans les territoires », ouvrage collectif coordonné par Patrick Mundler (Université Laval) et Fabien Valorge (FN Cuma). Le texte ci-après reprend les éléments développés dans l'introduction de cet ouvrage rédigée par Fanny Auclair (FN Cuma), Christèle Couzy (Institut de l'Elevage), Bernard Mondy (Enfa - UMR Dynamiques Rurales), Patrick Mundler (Université Laval) et Fabien Valorge (FN Cuma).

## **1. Les ateliers de transformation collectifs enracinés dans l'histoire du développement des circuits courts**

Depuis quelques années déjà, les circuits alimentaires de proximité apparaissent comme des alternatives crédibles aux modèles de production et de consommation de produits standards insérés dans des filières agro-industrielles. De fait, ces circuits suscitent l'intérêt de nombreux acteurs. Des agriculteurs d'abord, qui recherchent une meilleure valeur ajoutée en faisant évoluer les modes de commercialisation de leurs produits. Des consommateurs ensuite, qui semblent de plus en plus nombreux à rechercher des produits de proximité et dont les conditions de production leur semblent socialement et écologiquement responsables. Des politiques publiques enfin et ce, quelle que soit l'échelle d'observation. L'Union Européenne voit dans ces systèmes de nouvelles perspectives offertes à des exploitations et à des territoires peu armés pour s'inscrire dans une compétition mondiale sur des produits non différenciés. Le Ministère de l'Agriculture soutient par diverses initiatives ces formes de commercialisation notamment avec le Plan d'action en faveur des circuits courts lancé en avril 2009. Les collectivités territoriales enfin qui voient dans ces alternatives un moyen de soutenir une agriculture locale multifonctionnelle, c'est à dire contribuant positivement au développement économique, social et environnemental de leur territoire.

Sur le plan scientifique, ces circuits donnent lieu à une production considérable qu'il est impossible de citer exhaustivement ici. On s'intéresse à leurs effets économiques, tant pour les agriculteurs (Sage, 2003 ; Chiffolleau, 2008), que pour les territoires (Renting et al., 2003). Le renouvellement des rapports sociaux entre consommateurs et producteurs, ainsi qu'entre les villes et les campagnes, a lui aussi donné lieu à une grande quantité de travaux (Hinrichs, 2000 ; Lyson, 2004 ; Ilbery et Maye, 2005). Sous certaines conditions, il est montré que ces circuits confèrent à leurs acteurs une meilleure maîtrise de l'alimentation que le système conventionnel (Hendrickson et Hefferman, 2002 ; Hinrichs, 2003). On pourrait encore évoquer les travaux s'intéressant aux bénéfices en matière de santé et de nutrition

(Yorn et al., 2012) ou les bénéfices environnementaux (Gilg et Battershill, 2000) ; certains avantages supposés font débat, tels les effets réels de la réduction des distances parcourues par les aliments (ce que les auteurs anglo-saxons appellent les food miles) sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre (Schlich et al., 2006 ; Coley et al., 2009 ; Mundler, Rumpus, 2012).

Malgré tout, la pérennité de ces systèmes de mise en marché reste questionnée, notamment pour les agriculteurs qui en font un axe central de leur stratégie. Vendre en circuits de proximité va en effet à l'encontre du mouvement séculaire de division du travail entre actifs spécialisés puisque l'agriculteur va internaliser les métiers liés à la production de la matière première, à sa transformation (ou à son conditionnement) et à sa distribution. Dans ces conditions, il lui est difficile (en termes d'organisation du travail) et coûteux (en termes d'investissement) d'obtenir simultanément un bon niveau de productivité dans les différents métiers, ne serait-ce que pour des raisons d'économie d'échelle. Cela est d'autant plus vrai qu'il aura tendance à diversifier aussi son système de production pour répondre aux attentes de ses clients, comme l'ont montré différents travaux (Mundler et al., 2008 ; Lemay et al., 2012). De fait, certains auteurs notent que ces systèmes ont besoin d'agriculteurs acceptant plus de contraintes que d'autres (Chiffolleau et Ollagnon, 2008).

### *1.1 Circuits courts : la nécessité de mutualiser les moyens*

Dans ce contexte, diverses initiatives visant à mutualiser certaines ressources au sein de collectifs d'agriculteurs émergent. Ces ressources peuvent être de différents types : naturelles, sociales, humaines, physiques et financières (Pretty et Hine, 2002 ; Gafsi, 2006). Cette mutualisation peut concerner la production, la transformation et/ou la distribution. En France, on connaît de longue date le rôle que les Cuma ont pu jouer sur la réduction des coûts de mécanisation. Elles ont aussi ancré dans les pratiques l'habitude d'agir collectivement (Lefèvre, 1996 ; Carnet, 2005).

En lien avec les circuits alimentaires de proximité, une première initiative phare de mutualisation fût la création des Points de Vente Collectifs (PVC), magasins gérés et animés par les producteurs de divers produits. Le premier PVC (Uniforme) fût créé en 1978 près de Mornant dans le Rhône par un groupe de sept agriculteurs insatisfaits des conditions dans lesquelles leurs produits étaient vendus. Comme souvent lorsque des innovations sociales viennent bousculer les habitudes, l'initiative a été perçue comme « farfelue par les institutions agricoles » (Montet, 2008). Trente-six ans plus tard, Uniforme est toujours là, regroupant 18 fermes et faisant travailler 15 salariés. Un ATC a été ajouté depuis peu au Point de vente. A sa suite, des PVC se sont diffusés dans toute la France (aucun recensement officiel n'existe, mais leur nombre est aujourd'hui estimé à environ 200 sur l'ensemble du territoire). Leur apport au développement des exploitations et des territoires, leur fonctionnement, les dynamiques de consommation alimentaire qui les supportent ont donné lieu à plusieurs travaux de recherche au cours des dernières années (Dynamiques Rurales (collectif), 2006 ; Bernard et al., 2008 ; Pringent-Simonin et Hérault-Fournier, 2012).

Si les travaux sur la commercialisation en circuits de proximité ont été nombreux au cours des dernières années, ceux liés à la transformation, par les agriculteurs, des produits qu'ils destinent à ces circuits restent plus rares. En dehors de quelques travaux fondateurs (Mondy et Terrieux, 2011 ; Poisson et Saleilles, 2012), peu de travaux ont été consacrés à l'analyse de la façon dont les agriculteurs s'organisent pour mutualiser la transformation de leurs produits, aux effets que produisent ces collectifs sur les exploitations et les territoires. Lorsque la transformation des produits est évoquée, elle est presque systématiquement associée à la vente directe dans une approche un peu générale des activités dites « de diversification » (Gasson, 1988 ; Gilg et Battershill, 2000 ; Renting et al., 2003 ; Meert et al., 2005 ; Maye et al., 2009).

### *1.2 Les premiers ateliers de transformation collectif*

Pourtant, une part importante des produits agricoles vendus directement aux consommateurs, subit une première transformation. C'est notamment les cas des produits laitiers, des conserves de fruits ou de

légumes, des vins, ... De façon un peu différente, c'est aussi le cas des viandes, puisque les animaux destinés à la consommation ne sont à de très rares exceptions jamais livrés vivants aux consommateurs. Dans ce cadre, le souhait de maîtriser la totalité des étapes de fabrication semble inciter de plus en plus d'agriculteurs commercialisant eux-mêmes leurs produits, à ne pas confier l'étape de la transformation à des sous-traitants façonniers. Certains choisissent d'investir seuls dans un atelier, d'autres essaient de le faire de façon collective dans des ateliers de transformation collectifs (ATC).

Les Cuma de diversification ont accompagné la création des premiers ateliers dans les années 1980. A l'heure où la recherche des innovations sociales suscite un grand intérêt face à l'incapacité des recettes classiques à dynamiser le développement, les premiers ATC ont pu se créer dans un processus collectif de « construction sociale des innovations » pour reprendre les termes de Jean-Pierre Darré (1996). En Midi-Pyrénées, région phare dans le développement des ATC, cette construction a dû se faire - comme pour les Points de Vente Collectifs à leur début- contre la spécialisation et la concentration des exploitations, seule voie d'avenir imaginée pendant longtemps par les principales organisations agricoles. Mêlant des populations d'origines différentes, offrant des solutions nouvelles à de petites exploitations, les ATC ont participé à la reconnaissance de la diversification comme voie d'avenir crédible pour des agricultures diverses et différentes. Ils ont aussi contribué au rapprochement entre agriculteurs et consommateurs en étant des lieux d'élaboration de produits différenciés par leur caractère artisanal et par leur ancrage territorial.

## 2. Portrait des ateliers de transformation collectifs en France

### 2.1 Définition

Que sont aujourd'hui les ATC en France ? L'objet même d'ATC n'est pas si facile à cerner : les ATC ne sont-ils pas le syndrome d'un éternel recommencement, qu'est-ce qui les distingue au fond des coopératives classiques, créées justement pour permettre aux agriculteurs de s'unir pour la transformation et la mise en marché de leurs produits ?

En première approche, la définition que le collectif Atomic a proposée lors du colloque de la Société Française d'Économie Rurale en juin 2013 est la suivante : « Un atelier de transformation collectif (ATC) est une structure gérée par un collectif d'agriculteurs qui mettent leurs moyens en commun pour disposer des équipements nécessaires à la transformation de leurs produits agricoles primaires. S'il se distingue de l'atelier individuel qui ne concerne qu'un seul agriculteur, il se distingue également de la coopérative classique de transformation, d'une part parce que chaque agriculteur reste maître de la commercialisation de ses produits, d'autre part parce que les agriculteurs maîtrisent la façon dont sont transformés les produits, connaissent les procédés de fabrication et contribuent (en partie ou en totalité) à la transformation de leurs produits » (Mundler et al., 2013).

Selon cette approche, dans un ATC,

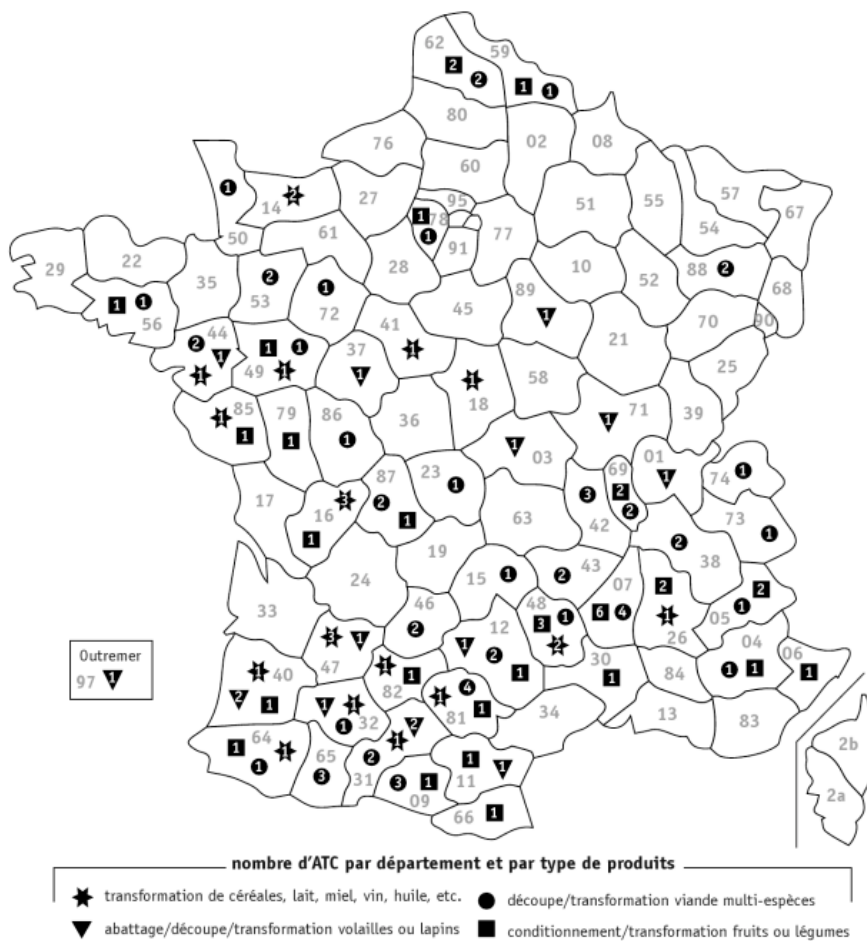
- les agriculteurs sont à la fois majoritaires au capital de l'entreprise, ils sont aussi souvent utilisateurs directs de l'atelier et chacun a un poids significatif dans la prise de décision. Notons que ce même critère de poids significatif dans la décision est utilisé par le Recensement Agricole de 2010 pour distinguer la fabrication en nom propre de la fabrication dans des coopératives ou des sociétés anonymes qui peuvent regrouper un très grand nombre d'associés au poids individuel finalement infime ;
- ensuite, dans un ATC, les producteurs contribuent eux-mêmes à la transformation de leurs produits, *a minima* en maîtrisant les recettes de fabrication. Ils récupèrent les produits issus de leur exploitation qu'ils commercialisent en nom propre ;

- enfin, les agriculteurs membres d'un ATC s'inscrivent résolument dans le cadre des circuits alimentaires de proximité en gérant eux-mêmes la commercialisation de leurs produits.

## 2.2 Recensement

Selon ces critères, 130 ATC ont pu être recensés durant la durée du projet Atomic. Leur localisation géographique et leur densité épousent dans les grandes lignes ce qui avait déjà été constaté pour le développement des circuits courts (Figure 1) : dans certaines régions moins favorisées par leurs conditions agro-climatiques et bénéficiant d'un bon bassin de consommation, les agriculteurs ont été plus nombreux à se tourner vers la diversification. Cela n'empêche pas une grande diversité entre les ATC, tant par leur statut, que par leur taille ou par le type de produits qu'ils travaillent.

**Figure 1** : Carte nationale des ATC par type de produits en 2013 (Source : Mundler P Valorge F, 2015)



## 2.3 Le contexte réglementaire des ATC sur le plan sanitaire

Transformant des produits alimentaires, les ATC se doivent d'être irréprochables sur le plan de l'hygiène et de la sécurité sanitaire. D'autant que nombre d'entre eux sont aussi des « enfants » des grandes crises sanitaires, notamment l'encéphalite spongiforme bovine (ESB) qui a motivé de nombreux éleveurs à se rapprocher de leurs consommateurs en commercialisant eux-mêmes leurs produits. Un ATC comme tout transformateur est également soumis à l'ensemble de textes plus connus sous le nom de "paquet hygiène", et aux conditions dans lesquelles un agrément est obligatoire (des règles spécifiques existant pour les produits qui ne voyagent pas trop et qui sont vendus directement par les agriculteurs). Subsistent toutefois des risques de divergence d'interprétation entre les Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP), soulignant

l'intérêt et l'urgence d'une clarification. De façon concrète, l'enjeu pour un ATC est de se positionner pour choisir un agrément collectif ou des agréments individuels et de mettre en place des points de vigilance stricts que les membres d'un ATC doivent surveiller dans leur organisation quotidienne.

En phase de fonctionnement, une gestion quotidienne des exigences réglementaires est à mettre en place (plan de maîtrise sanitaire, règlement intérieur, et conformité des pratiques par rapport à la réglementation sur le transport en amont et en aval de l'atelier).

#### *2.4 Atelier collectif, individuel ou prestation : un choix multifactoriel, propre à chaque situation*

Pour un agriculteur, faut-il investir dans un atelier individuel, faire confiance à un prestataire façonnier ou s'associer avec d'autres au sein d'un ATC ? On le devine aisément : il n'y a pas de réponse universelle à cette question et chaque solution présente des avantages et des inconvénients. En s'appuyant sur les résultats d'enquêtes conduites dans le cadre de deux projets de recherche (Atomic et Références en Circuits Courts (RCC)), il est possible d'avoir une lecture comparative des différentes solutions selon plusieurs critères pour étayer son choix, pour soit :

- transformer ses produits dans un atelier individuel, afin de maîtriser son produit, limiter les déplacements, organiser son travail librement, mais en nécessitant des investissements très variables et parfois conséquents,
- déléguer la transformation de ses produits à un prestataire privé, et se libérer ainsi du temps,
- transformer ses produits dans un atelier collectif, pour partager le risque tout en gardant une maîtrise de son produit, sans néanmoins craindre le poids des relations humaines et des contraintes d'organisation liées à cette option.

### **3. Réussir un projet d'atelier de transformation collectif**

#### *3.1 La phase cruciale du pré-projet*

Tous les experts, tous les témoins sont unanimes : les projets d'ATC sont des projets complexes demandant à la fois une forte mobilisation du groupe d'agriculteurs et une certaine endurance compte tenu des temps incompressibles pour les faire aboutir. L'une des difficultés tient au caractère à la fois individuel et collectif de ces projets. A cet égard, la comparaison avec les Points de Vente Collectifs est intéressante. Un PVC est un magasin de producteurs dans lequel ces derniers doivent être présents dans le magasin (en principe, il y a toujours un agriculteur présent) et il existe un principe de non-concurrence entre les producteurs (Montet, 2008). Ainsi, chaque agriculteur est amené à vendre ses produits et ceux de ses associés lors de ses permanences.

En revanche, l'étape de la transformation intervient en amont et les agriculteurs associés dans un ATC ont généralement chacun leurs propres débouchés et systèmes de vente. Ils ne sont donc pas reliés par cette activité commune qu'est la vente comme le sont les membres d'un PVC (même si on voit de plus en plus d'ATC se doter aussi d'un local de vente commun). En s'en tenant aux ATC, ce qui lie les agriculteurs membres, c'est l'usage individuel qu'ils vont avoir à faire d'un équipement collectif. Pour Poisson et al., (2010), cela demande une stratégie collective plus importante que les seules démarches de vente. Pour notre part, nous traduirions plutôt cette tension entre projet collectif et projets individuels en termes de capacité à concilier leurs enjeux respectifs dans la durée.

La phase de pré-projet d'un ATC est pour cette raison cruciale. Un collectif se construit avec patience et méthode, pour éviter les différents pièges qui attendent un groupe d'agriculteurs s'engageant dans un projet d'ATC. C'est à ce stade qu'un certain nombre de décisions majeures vont devoir se prendre, c'est à ce stade également que se construit la cohésion au sein du groupe. Il s'agit de construire une vision commune à partir des expériences et attentes de chacun. Il est nécessaire également de transformer

cette vision en objectifs concrets et réalistes. L'analyse des expériences témoigne ici de la fonction centrale occupée par le ou les leader(s), capable(s) de catalyser les énergies, soutenue par l'intervention des agents de développement dans l'accompagnement des projets d'ATC.

### 3.2 La définition collective du projet

Comme nous l'avons dit, la maturation des projets est souvent longue et leurs trajectoires connaissent des bifurcations, des allers retours. Il s'agit de ne pas se décourager. Divers moyens existent pour faciliter la conception des projets, dont une planification et des objectifs d'avancement réalistes, révisables, mais qui permettent à chaque membre d'avoir en tête un horizon possible. Il y a donc nécessité de bien identifier les usages prévisibles de l'ATC (type de transformation, périodicité, ...) afin d'être capable d'anticiper aussi finement que possible les volumes prévisibles ainsi que les équipements nécessaires. C'est sur cette base que pourront être définis le fonctionnement hebdomadaire de l'atelier et le mode d'organisation du travail choisi par le collectif. C'est sur cette base également que le groupe décidera du statut juridique le plus adapté à ses caractéristiques et étudiera plus précisément la faisabilité du projet :

- 1) définir l'organisation collective (un atelier pour quel type d'activités, quels seront les volumes transformés, quel fonctionnement mettre en place),
- 2) choisir la forme juridique du projet,
- 3) étudier la faisabilité technique du projet (le choix du lieu d'implantation, le collectif doit-il être propriétaire ou locataire de l'atelier, les choix d'agencement de l'atelier),
- 4) étudier la faisabilité économique du projet (stratégie commerciale, investissements, plan de financement, budget prévisionnel).

### 3.3 L'installation de l'ATC

Arrive ensuite la phase de mise en place de l'ATC. Va-t-on construire un local neuf ? Si oui où va-t-il être installé ? Fera-t-on appel à des modules préfabriqués ? Quelles conséquences sur le fonctionnement de l'atelier ? Du sol aux plafonds, en passant par le choix des portes, des hottes et de tout ce qu'il est nécessaire de savoir pour planifier la circulation des fluides et l'évacuation des déchets, les porteurs de projet doivent opérer un certain nombre de choix techniques :

- implantation du site,
- mode de construction : classique / modulaire / kit,
- conception des locaux et configuration de l'atelier,
- matériaux : sols, murs, plafonds, portes, chambres froides, baies vitrées, hottes, vestiaires,
- gestion et traitement des effluents et déchets,
- équipement de l'atelier.

### 3.4 Le fonctionnement d'un ATC au quotidien

L'atelier est maintenant construit et il faut le faire tourner. L'ATC est une organisation, où des membres arriveront, d'autres partiront. Il connaîtra des évolutions des volumes traités ou du type de produits transformés. Les membres vont devoir s'organiser pour la transformation au sein de l'atelier et pour toutes les activités associées à cette transformation (activités fondamentales et trop souvent appelées « annexes » nous expliquent les auteurs) : planification, nettoyage, gestion des stocks et des approvisionnements, comptabilité et facturation, contrôles sanitaires... Les réalisations étudiées témoignent de la diversité des modes d'organisation des ATC qui partagent tous :

- l'importance d'un Règlement Intérieur qui anticipe autant que possible les situations pouvant se présenter,



- l'importance de bien organiser le système d'information entre les membres et avec l'extérieur.

#### **4. Les ateliers de transformation collectifs au sein des systèmes alimentaires et des territoires**

##### *4.1 Ancrage et impact territorial des ATC*

Quels sont les impacts des ATC sur le développement territorial ? Les promoteurs des ATC expriment régulièrement leur conviction que ces derniers contribuent à dynamiser l'économie locale. Mais cet impact, principalement qualitatif, reste difficile à mesurer, car il suppose l'identification et la mesure des liens réciproques qui rendent cohérentes, dans le cas des ATC, les dynamiques productives et les dynamiques de développement territorial. Les travaux qui ont traité cette question (Mondy, 2010) soulignent le rôle croissant des collectivités territoriales en ce domaine. Même si l'agriculture reste le domaine réservé de la Politique agricole commune, les collectivités sont de plus en plus chargées du développement économique. A ce titre, elles sont soucieuses de la relocalisation de la production. Les ATC participent à cette relocalisation, ils contribuent à rapprocher l'agriculture de son territoire d'accueil. Là où il y a des ATC, on note par ailleurs qu'ils créent des emplois à l'intérieur et à l'extérieur des exploitations, qu'ils suscitent dans leur périphérie de nouvelles activités et que l'ATC lui-même devient un lieu d'échange et d'entraide entre agriculteurs, participant ainsi à sa façon à la cohésion locale et professionnelle. On notera tout particulièrement l'impact qu'ils ont pu avoir sur la place des agricultrices dans les exploitations agricoles, ces dernières étant souvent les initiatrices des activités de transformation.

##### *4.2 Impact des ATC sur les performances socio-économiques des exploitations agricoles*

Quel est l'impact des ATC sur le développement économique des exploitations agricoles elles-mêmes ? Peut-on le mesurer ? Peut-on apprécier en quoi l'appartenance à un ATC permet aux exploitations agricoles d'améliorer leurs résultats ? Sur la base d'enquêtes conduites auprès des adhérents de quatre ATC situés dans le Sud-Ouest de la France, on constate que les ATC ont permis d'améliorer les performances économiques des exploitations, notamment les petites, alors que les moyennes régionales montrent que seules les grandes exploitations ont amélioré significativement leurs performances économiques entre 2000 et 2010. Cela se traduit concrètement par une évolution très significative des résultats d'exploitation. Dans un autre registre, celui de la durabilité des exploitations inspirée de la méthode IDEA (Vilain, 2008), la durabilité socio-territoriale, matérialisée par la contribution des exploitations à l'économie locale et l'implication sociale des agriculteurs dans le développement local, augmente aussi sensiblement. Plus mitigés, les indicateurs de conditions de travail et de développement humain ne s'améliorent que faiblement, venant rappeler que la transformation demande beaucoup de temps aux agriculteurs.

##### *4.3 Les ATC comme éléments de construction de systèmes alimentaires durables ?*

Enfin, quelle est la contribution des ATC à la construction de systèmes alimentaires durables ? Cette question de la durabilité des systèmes alimentaires est aujourd'hui au cœur de diverses réflexions conduites partout dans le monde (Redlingshöfer, 2006 ; Gliessman, 2007 ; Esnouf et Russel, 2011). De façon exploratoire, il est possible de repérer la façon dont les ATC concourent à rendre notre alimentation plus durable, c'est-à-dire une alimentation qui améliore la viabilité économique des acteurs, participe à une meilleure équité sociale et s'accompagne de meilleures pratiques environnementales. D'un point de vue économique, la pérennisation des exploitations semble avérée : une meilleure maîtrise des prix de leur production par les agriculteurs eux-mêmes les rend moins fluctuants, ce qui favorise évidemment leurs anticipations. D'un point de vue social, c'est principalement le rapprochement permis avec les consommateurs et la reterritorialisation des achats alimentaires qui vont

dans le sens d'une meilleure durabilité. Cet élément est directement ressenti par les agriculteurs eux-mêmes dans la revalorisation de leur métier. D'un point de vue environnemental enfin, le bilan semble plus incertain. D'une part, si l'hypothèse est souvent faite que les interactions presque quotidiennes entre consommateurs et agriculteurs poussent ces derniers à améliorer leurs pratiques environnementales, on manque encore considérablement de données sur ce point. A noter toutefois le rôle possible d'une autre forme d'interaction : celle se passant entre agriculteurs biologiques et conventionnels au sein même des ateliers. Un autre point de vigilance pour les ATC concerne les transports, puisqu'en effet ces derniers sont nombreux : de la ferme à l'abattoir, de l'abattoir à l'ATC, de l'ATC à la ferme, puis de la ferme au client... Sur ce point aussi, les données manquent et les études existantes aboutissent à des résultats divers, ce qui montre la nécessité d'affiner les méthodes de recueil de données et de poursuivre les recherches sur ces questions. Quoi qu'il en soit, cette question ne relève pas de la seule responsabilité des agriculteurs en ATC. Lorsque les normes d'abattage et les logiques économiques deviennent telles qu'elles aboutissent à la concentration des petits abattoirs locaux, les distances augmentent entre les ATC et les abattoirs de façon presque automatique.

## En conclusion

Les ateliers de transformation collectifs représentent aujourd'hui une forme d'organisation singulière, nécessitant une coopération entre agriculteurs autour de la transformation de leurs produits, conduisant à reconfigurer des modalités de l'action collective territoriale. Ils supposent un accompagnement qui combine de hauts savoir-faire à la fois techniques, organisationnels et de gestion de partenariat. Au final, les ATC contribuent à la construction de systèmes alimentaires territoriaux plus durables.

## Références bibliographiques

- Allaire G., Dupeuble T., Mondy B., 1996. *Analyse et conduite de projet*, éd. ADIR.
- Bernard C., Dufour A., Mundler P., 2008. Pratiques collectives de vente directe : approche comparée des PVC et des AMAP en Rhône-Alpes. In : G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Editions Educagri, Paris, pp. 141-160.
- Carnet J.-P., 2005. *Que sont les Cuma ?* Éditions de l'Archipel.
- Chiffolleau Y., 2008. Les circuits courts alimentaires diversité et enjeux pour le développement durable. In : Maréchal G. (Ed.). *Les circuits courts alimentaires, Bien manger dans les territoires* Editions Educagri, Paris, pp. 21-30.
- Chiffolleau Y., 2012. Circuit courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture. *Economie rurale* 332, 88-101
- Chiffolleau Y., 2010. Circuits courts et renouvellement de la coopération agricole : une approche par la sociologie des réseaux sociaux, Séminaire Etat des lieux des recherches sur les circuits courts, RRF, AgroParisTech, 5 et 6 mai 2010.
- Chiffolleau Y., Ollagnon M., 2008. Diversité des producteurs en circuits courts. Typologie des maraîchers de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales, *Les Cahiers de l'Observatoire CROC/Coxinel* n° 8, INRA, Montpellier.
- Chiffolleau Y., Prévost B., 2010. Circuits courts et développement durable : une approche par l'innovation sociale, Séminaire Etat des lieux des recherches sur les circuits courts, RRF, AgroParisTech, 5 et 6 mai 2010.
- Coley D., Howard M., Winter M., 2009. Local food, food miles and carbon emissions: A comparison of farm shop and mass distribution approaches. *Food Policy* 34, 150-155
- Darré J.-P., Boisseau P., 1998. L'invention des pratiques dans l'agriculture - Vulgarisation et production locale de connaissance. *Économie rurale* 244, 60-61

- Darré J.-P., 1989. Les hommes sont des réseaux pensants. Ed. Persee.
- Darré J.-P., 1996. L'invention des pratiques dans l'agriculture : vulgarisation et production locale de connaissances. Ed. Karthala.
- Delfosse C., Navarro A., 2012. Nouveaux marchés, nouvelles gouvernances. In : Prigent-Simonin A.-H., Hérault-Fournier C. (Eds.), Au plus près de l'assiette, pérenniser les circuits courts alimentaires, Editions Educagri et Editions Quae.
- Dufour A., Bernard C., Angelucci M.-A., 2003. Reconstruction des identités professionnelles autour de la multi-fonctionnalité de l'agriculture. L'exemple des Coteaux du Lyonnais. *Ruralia* 12/13, 191-215
- Dynamiques Rurales (collectif), 2006. Les relations de proximité agriculteurs-consommateurs : Points de vente collectifs et AMAP en Midi-Pyrénées, rapport d'études, Toulouse, Unité Mixte de Recherche Dynamiques rurales, Université de Toulouse2-Le Mirail, 267 p.
- Esnouf C., Russel M., Bricas N. (coord), 2011. *Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique duALIne*. Editions Quae.
- Gafsi M., 2006. Exploitation agricole et agriculture durable. *Cahiers Agricultures* 15(6), 491-497.
- Gafsi M., Legagneux B., Nguyen G., 2002. Agriculture territorialisée et développement territorial : une analyse exploratoire des transformations du rapport de l'agriculture au territoire en Midi-Pyrénées, Document issu du Colloque DADP à Montpellier, 2002.
- Gafsi M., Mondy B., Vincq J.-L., 2012. Coopératives de diversification : création d'emplois, maintien d'exploitations et reterritorialisation de l'agriculture, Colloque SFER Coopératives.
- Gafsi M. *et al.*, 2013. Ateliers collectifs de transformation au service des exploitations agricoles pérennes, Communication au Colloque SFER « Les circuits courts de proximité : renouer les liens entre les territoires et la consommation alimentaire », 4-5 juin 2013.
- Gasson R., 1988. Farm diversification and rural development. *Journal of Agricultural Economics* 39, 175-182
- Gilg W., Battershill M., 2000. To what extent can direct selling of farm produce offer a more environmentally friendly type of farming? Some evidence from France. *Journal of Environmental Management* 60, 195-214
- Gliessman S.R., 2007. *Agroecology. The Ecology of Sustainable Food Systems*. 2ème Edition, New York, USA, CRC Press, Taylor & Francis
- Hendrickson M.K., Hefferman W.D., 2002. Opening spaces through relocalisation: locating potential resistance in the weaknesses of the global food system. *Sociologia Ruralis* 42, 348-369.
- Hinrichs C., 2000. Embeddedness and local food systems: notes on two types of direct agricultural market. *Journal of Rural Studies* 16, 295-303.
- Hinrichs C., 2003. The practice and politics of food system localization. *Journal of Rural Studies* 19, 33-45.
- Ilbery B., Maye D., 2005. Alternative (shorter) food supply chains and specialist livestock products in the Scottish and English border. *Environment and Planning A* 37 (5), 823-844.
- Lanciano E., Saleilles S., 2010. Le développement des circuits courts alimentaires : un nouveau souffle entrepreneurial dans l'agriculture ? Communication au Congrès International Francophone sur l'Entrepreneuriat et la PME à Bordeaux.
- Lefèvre D., 1996. *A l'ombre des machines*. Editions Entraid'.
- Lemay J.F., 2012. Mangez frais, mangez près. Quels circuits courts pour quels producteurs maraîchers? 105 p.
- Lyson T.A., 2004. *Civic Agriculture. Reconnecting Farm, Food, and Community*. USA, Medford, Massachusetts, Tufts University Press.
- Maréchal G., 2008. *Les circuits courts alimentaires : bien manger dans les territoires*, Educagri éditions.
- Maye D., Ilbery B., Watts D., 2009. Farm diversification, tenancy and CAP reform: Results from a survey of tenant farmers in England. *Journal of Rural Studies* 25, 333-342

- Merle A., Piotrowski M., Pringent-Simonin M.-H., 2009. La consommation locale : pourquoi et comment ? Actes des 14èmes journées de recherche en marketing de Bourgogne, Dijon.
- Meert H., Van Huylenbroeck G., Vernimmen T., Bourgeois M., Van Hecke E., 2005. Farm household survival strategies and diversification on marginal farms. *Journal of Rural Studies* 21, 81-97
- Mondy B., Vincq J.-L., 2011. En Midi-Pyrénées, différents types de coordination dans les points de vente collectifs et dans les AMAP. In : Amemiya H. (dir.), *Du teike aux AMAP*. Editions Presses Universitaires de Rennes.
- Mondy B. et al., 2010. Vers une agriculture territorialisée : analyse des formes d'organisation collective et innovante de diversification agricole, Dynamiques Rurales, rapport d'étude au Conseil Régional Midi-Pyrénées.
- Mondy B., Terrieux A., 2011. Vers une agriculture territorialisée, où s'alimentent les circuits courts ? Le rôle des ateliers collectifs de transformation agroalimentaire. In : Traversac J.-B. (Ed.). *Circuits courts : contribution au développement régional*.
- Mondy B., Vincq J.-L., 2008. Produits fermiers et Economie de la qualité : qualité relationnelle et marchés d'organisation. Editions Presses Universitaires de Rennes.
- Montet C., 2008. Les points de vente collectifs. In : Maréchal G. (Ed.), *Les circuits courts alimentaires*.
- Mundler P., Valorge F., 2015. Ateliers de transformation collectifs - Transformer collectivement ses produits agricoles dans les territoires. Editions Educagri.
- Mundler P. et al., 2013. Quand les agriculteurs se regroupent pour transformer : les Ateliers de Transformation Collectifs au croisement des projets individuels et des dynamiques de proximité, Communication présentée à Colloque SFER: Les circuits courts de proximités. Renouer les liens entre les territoires et la consommation alimentaire, Paris.
- Mundler P., 2013. Entreprises bioalimentaires et qualification de la qualité. Les enjeux de la proximité, colloque l'entrepreneuriat public : soutenir l'innovation bioalimentaire. Rimouski.
- Mundler P., 2002. La multifonctionnalité, une nouvelle façon d'appréhender l'agriculture dans l'espace rural ? *Economie et Humanisme* 362, 64-68
- Mundler P., 2013. Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la région Rhône-Alpes. *Economie Rurale* 336, 3-19
- Mundler P., 2007. Les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (amap) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité. *Ruralia* 20, 185-215
- Mundler P., 2006. Les combinaisons d'activités des agriculteurs rhônalpins. *Agreste Rhône-Alpes* 86. <http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/R8206A04.pdf>
- Mundler P., Rumpus L., 2013. The energy efficiency of local food systems: A comparison between different modes of distribution. *Food Policy* 37(6), 609-615.
- Mundler P. et al., 2008. Petites exploitations diversifiées en circuits courts. *Soutenabilité sociale et économique*. Lyon: ISARA Lyon.
- Poisson M. et al., 2010. Initiatives de producteurs : entre projets collectifs et trajectoires individuelles, Les carnets Pro de LIPROCO 4. <http://liproco-circuits-courts.com>
- Poisson M., Saleilles S., 2012. À chaque collectif de producteurs sa recette. In : Pringent-Simonin A.-H., Hérault-Fournier C. (Eds). *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Editions Educagri - Editions Quae, pp. 117 – 137.
- Poisson M., Saleilles S., 2012. Territoires et collectifs de producteurs en circuits courts : quelles interactions. In : Léonhardt G. (dir.). *Dossier Alimentation et territoires*. POUR 215-216.
- Pretty J., Hine R., 2002. What is sustainable agriculture? In: Pretty J., Hine R. (Eds). *Reducing Food Poverty with Sustainable Agriculture: a summary of new evidence*. Essex CES Report, University of Essex, UK, pp. 20-25.
- Pringent-Simonin A.-H., Hérault-Fournier C., 2012. *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Editions Educagri - Editions Quae.

- Redlingshöfer B., 2008. L'impact des circuits courts sur l'environnement. In : Maréchal G. (Ed.). Les circuits courts alimentaires, bien manger dans les territoires. Editions Educagri.
- Redlingshöfer B., 2006. Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique, Courrier de l'environnement de l'INRA 53, 83-101
- Renting H., Marsden T.K., Banks J., 2003. Understanding alternative food networks: exploring the role of short food supply chains in rural development. Environment and Planning 35 (3), 393-411.
- Sage C., 2003. Social Embeddness and Relations of Regard: Alternative 'Good Food' Networks in South West Ireland. Journal of Rural Studies 19, 47-60.
- Sailleilles S., Poisson M., 2012. À chaque collectif de producteurs sa recette. In : Pringent-Simonin A-H., Hérault-Fournier C. (Eds). Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires. Editions Educagri - Editions Quae.
- Sailleilles S., Poisson M., 2011. *Des collectifs de producteurs qui interpellent*. Terroir Rhône Alpes.
- Schlich E., Biegler I., Hardtert B., Luz M., Schroder S., Scroeber J., Winnebeck S., 2006. La consommation alimentaire d'énergie finale de différents produits alimentaires : un essai de comparaison. Courrier de l'environnement de l'Inra 53, 111 - 120.
- Vilain L., 2008. La méthode IDEA : indicateurs de durabilité des exploitations agricole. Guide d'utilisation. Editions Educagri.
- Vincq J.-L., 2006. Histoire du mouvement CUMA dans le Tarn. Revue du Tarn.
- Vincq J.-L., Mondy B., Fontorbes J.-P., 2010. La construction de la qualité fiable dans les réseaux alimentaires de proximité. Economie Rurale 318-319, 5-19
- Yorn C. et al., 2012. Mangez frais, mangez près. Analyse transversale sur les circuits courts et les saines habitudes de vie au Québec. 54 p.

Cet article est publié sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0)



<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

Pour la citation et la reproduction de cet article, mentionner obligatoirement le titre de l'article, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue « Innovations Agronomiques », la date de sa publication, et son URL)